EN ATTENDANT UN FRONT COMMUN

Sous la braise, le feu ardent

Sale temps pour le pouvoir. Le printemps 2011 fait éclore les graines de la contestation populaire encouragée par un contexte régional insurrectionnel où les régimes arabes en place depuis des décennies, pris à la gorge, sont sommés de vider les lieux. Pas moins ! Ils n'ont plus que leurs yeux pour pleurer ce qu'ils n'ont su gérer comme dirigeants éclairés et unis à leurs peuples. Ben Ali, Moubarak, Ali Saleh, Kadhafi. A qui le tour, serions-nous tenté de dire tant les candidats au purgatoire sont nombreux.

Par Brahim Taouchichet

La vague de changement est inexorable. Au-delà du président ou monarque, c'est le système dont il est ardemment question de mettre à bas.

La détermination des instigateurs des manifestations pour le changement rencontre un large écho qui s'amplifie à chaque mesure de répression. Les régimes contestés sont leur propre fossoyeur du fait de leur essence impopulaire et corrompue. C'est inéluctable vu la logique de l'engrenage manifestation-répression, piège dans lequel tombent invariablement les régimes contestés.

L'exception algérienne ?

Qu'en est-il en Algérie qui n'est ni la Tunisie, ni l'Égypte, ni… ni… affirme-t-on. La controverse née de cette appréciation continue d'alimenter le débat, voire la polémique sur «l'exception» algérienne. Pourtant, la scène politique nationale vit une effervescence spécifique aux grands événements. Pour certains analystes, tout concourt à un embrasement généralisé qui emporterait le système, sinon le pouvoir en place. Créé en janvier dernier, un comité (la CNCD) constitué de trois partis, d'associations et de personnalités d'obédience démocrate, tente de donner le coup de starter à un mouvement qui ferait tomber le système. La clé serait dans les marches notamment à Alger — vitrine d'entraînement — pour les autres villes. Malgré leur empêchement par les forces de police, elles obtiennent un franc succès au départ. Mais cette première confrontation avec le système va très vite montrer à chacune des parties (pouvoir et opposition) à quoi s'en tenir. Dès lors, si pour les animateurs de la CNCD, il s'agira de radicaliser le mouvement de contestation du système («système dégage»), pour le pouvoir, ça n'a rien d'un jeu et va donc tout mettre en œuvre pour «tuer» cette protesta avant qu'elle ne fasse tache d'huile. Main de fer dans un gant de velours, l'épreuve de force est désormais engagée, la guerre déclarée.

Snipers politiques

Pas question de céder du terrain, aucune marche ne sera autorisée quand bien même l'état d'urgence est levé : attaques en règle contre la CNCD et sa composante la plus médiatique, le RCD de Saïd Sadi, qui seront mis dans le collimateur des snipers politiques. Bien plus, des membres du gouvernement montent au créneau et de leur bouche fusent des déclarations assassines. Mourad Medelci, le ministre des Affaires étrangères, déclare minoritaires les manifestations tandis que son collègue Saïd Barkat se laisse aller à de graves insinuations sur les origines du chef du RCD !

D'autres moyens seront mis en œuvre pour «casser» ou tout le moins discréditer les marcheurs du samedi. Passons sur les perturbateurs mobilisés en la circonstance, les calomnies distillées par des officines secrètes et d'autres.

La CNCD ne lâchera pas prise et cherchera au contraire à mobiliser de plus larges couches de la population pour un «changement pacifique» comptant de la sorte enclencher une levée en masse. En dépit de plusieurs actions dans ce sens, «la mayonnaise ne prendra pas», se désole un député RCD. Bien plus grave, la Coordination va éclater en deux tendances, l'une, CNCD «Barakat» plus radicale, chapeautée par le parti de Sadi, et l'autre menée par Mostefa Bouchachi, président de la Ligue algérienne des droits de l'Homme (LADDH). Maître Ali Yahia Abdenour, président d'honneur de cette même Ligue, préférera la tendance Sadi. Il ne faut pas être dans le secret du sérail pour penser que c'est là le résultat du rapport de force engagé par le pourvoir contre une CNCD par trop bruyante et menaçante pour l'ordre établi. Diviser pour régner, visiblement le but est atteint.

Que veut Mostefa Bouchachi ?

Pour enfoncer le clou, Mostefa Bouchachi apparaîtra dans toute sa nudité quand il organise son meeting (au lieu d'une marche) dans une salle Atlas (Bab-El-Oued, Alger) clairsemée, comme pour prouver que le mouvement de revendication pour le changement et la démocratie est bien mort ! A ce propos, la couverture scandaleusement réductrice de la télé (ENTV), comme c'est le cas d'ailleurs pour toutes les marches, est affreusement éloquente.

Chapeau ! Comme travail de destruction on ne peut faire mieux. Ainsi, si les tenants du pouvoir peuvent se targuer d'avoir gagné une manche dans cette confrontation, la bataille ne fait pourtant que commencer car le système est en butte à une agitation permanente, créant une instabilité dangereuse pour la conduite des affaires de l'Etat.

Photo : Samir Sid

Le répit apparent qu'il arrache à l'opposition, sommée quant à elle de reconsidérer sa stratégie, est de courte durée. La citadelle Syrie est en proie à une mise en cause d'une extrême ampleur et peut tomber d'un jour à l'autre. Chloroformée par un parti Baath oppressif et hégémonique jusque dans leur vie privée, les Syriens se dressent enfin pour mettre un terme à tant d'injustices.

Le pouvoir aurait bien voulu faire l'économie d'un nouvel avertissement venant de ce lointain pays arabe du Levant! Il reste que sous la braise, le feu est ardent. Toutefois, habitué aux pires menaces (Printemps berbère, Octobre 88, arrêt du processus électoral, décennie noire, affaire des moines de Tibehirine et le «qui-tue-qui ?», affaire Mohamed Ziane Hasseni, directeur de protocole au ministère des Affaires étrangères), le système développe une extraordinaire capacité d'adaptation et finit par reporter les échéances sinon les contradictions qui le minent. Aujourd'hui, il veut tourner la page des marches initiées par la CNCD originelle. Ainsi, il va sortir le grand jeu dont lui seul a le secret, quitte à faire enrager encore plus une opposition en quête d'un sursaut dans un champ de confrontation que lui impose le système. Il va donc puiser dans ses ressources pour se refaire une virginité ou se restructurer pour s'adapter dans le nouveau contexte induit par la mondialisation et les révoltes dans les pays «frères».

Il organise la riposte dans trois directions essentiellement. Au plan de l'information, pas question de céder l'espace à des voix discordantes malgré les promesses d'ouverture. On ne donne pas le bâton pour se faire battre !

En l'absence de garanties politiques crédibles, pas de radio ni télé privées. Avec la loi sur la libéralisation de la presse écrite privée, c'est visiblement «chat échaudé craint l'eau froide» quand bien même cela lui assure une façade démocratique par l'entremise d'une liberté somme toute formelle.

De l'argent pour noyer la contestation politique

Une forme de récupération politique. Malgré le faisceau d'attaques dont il est de plus en plus l'objet, il ne s'en émeut pas pour autant. Grèves récurrentes, sit-in permanents des travailleurs tous secteurs confondus, c'est à croire que le système trouve un certain confort à gérer plutôt les revendications socioprofessionnelles grâce aux fonds que procure la rente pétrolière. Une démarche dont il espère tirer des dividendes en noyant la contestation politique dans les augmentations des salaires. Toutefois, les appels d'air suscités par ces concessions créent une spirale sans fin, dangereuse. Mais le but n'est-il pas de gagner du temps encore et toujours ? Ainsi, face aux revendications de changements de plus en plus fortes, le système fait appel à ses relais appelés à occuper le terrain et faire passer le message de changement qu'il initiera lui-même ! Et c'est dans la tradition car, hors du système, point de salut ! Sinon comment expliquer la réapparition tonitruante d'un Khaled Bounedjma de la Coordination des enfants de chouhada ? Mais il n'en demeure pas moins que la problématique de changement du système en crise est désormais bien ancrée dans l'esprit des Algériens. Et c'est incontournable. Pour prévenir la vague de fond de la contestation, Bouteflika a évoqué récemment de «nouvelles réformes politiques globales». Promesse qui laisse sceptique quand on sait la controverse provoquée par le nouveau code électoral décrié, voire rejeté par les députés. Pas de partage de pouvoir, place à une plus grande centralisation. D'où la question sur les capacités du système à se réformer par lui-même.

Mehri-Aït Ahmed au secours de Bouteflika

Pour nombre de contradicteurs, le constat est définitif : le système en panne d'imagination ne peut plus rien proposer et doit donc naturellement partir, comme c'est l'avis de Fewzi Rebaïne, le président du parti AHD 54. Une attaque frontale qui fait violence à la génération de Novembre. Rappelons d'ailleurs qu'elle est aussi venue d'une personnalité étrangère en la personne de l'ancien ministre des Affaires étrangères français Bernard Kouchner qui affirme : «La génération de l'indépendance algérienne est encore au pouvoir. Après elle, ce sera peut-être plus simple.» Cette déclaration est vue comme une ingérence et l'incident diplomatique est évité de peu ! Mis à mal à l'extérieur, contesté par une opposition déterminée, le système s'entête, fait la sourde oreille et cherche un second souffle en mobilisant ceux qui cherchent le changement de l'intérieur. Abdelhamid Mehri, anciennement secrétaire général du FLN, donne le «la» et rassure les novembristes dont il est issu, affirmant sa préférence à des réformes avec Bouteflika. Le patron du FFS, inquiété par les difficultés du sérail qu'il connaît parfaitement, rejoint Mehri dans une sorte d'échange épistolaire sous la forme d'un manifeste qui reprend les vieilles idées du FFS dont l'assemblée constituante. Mais son vieux compagnon de route (Sant'Egidio, notamment), maître Ali Yahia Abdenour s'inscrit en faux. Il réclame, lui, un changement de l'extérieur : «Système dégage.» L'aile de la CNCD dont il fait partie confirme cette position radicale en adoptant une plate-forme pour «mettre fin à l'autocratie installée dans le pays depuis 1962». Elle préconise une phase de transition qui sera gérée par un CNTD (conseil national de transition démocratique), véritable gouvernement provisoire qui aura – pas moins — sous sa coupe l'armée et les services de sécurité. Proposition qui rappellerait la plateforme du CCDR (Conseil de coordination démocratique et républicain) du 16 avril 2001 qui en réclame la paternité. Son bureau national rappelle que dans son manifeste, «il prône la double rupture et avec le système et avec l'intégrisme» mais dans une «démarche pacifique», car «il a toujours attiré l'attention sur une issue brutale et violente de la rue, la rue devenant le seul recours…».

Interdiction des marches faisant, la rue ne réagit pas en masse aux appels pour le changement du système qui dure et perdure. Pour combien de temps encore ? Tenter d'y répondre, c'est se perdre en conjectures tant les Algériens semblent réfractaires aux schémas classiques des insurrections populaires réussies. Phénomène des villes ?

En Tunisie et récemment en Syrie, le vent de la révolte a soufflé de l'intérieur du pays. En Algérie, la campagne a porté la révolution du 1er Novembre 1954. Le changement est à venir, promesse pour tous les espoirs dans une matrice d'impatience.

B. T.